



Laboratoire public
Conseil, Expertise et Analyse en Bretagne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le pouvoir adjudicateur : GIP LABOCEA

ZOPOLE
7 rue du Sabot
BP 30054
22440 PLOUFRAGAN

Cahier des Clauses Administratives Particulières

établi en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, relatif à :

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX DU GIP LABOCEA

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles 25-I.1, 67 à 68, 78 à 80
du décret n°2015-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics

Date et heure limites de remise des candidatures et offres : **lundi 04 septembre 2017 à 14:30**



Laboratoire public
Conseil, Expertise et Analyse en Bretagne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 - Forme de l'accord-cadre	4
1.3 - Seuil de l'accord-cadre	4
1.4 - Décomposition de l'accord-cadre	4
1.4.1 - Tranches	4
1.4.2 - Phases	4
1.4.3 - Lots	5
1.5 - Durée de l'accord-cadre	6
Article 2 : Pièces constitutives du marché	6
2.1 - Pièces particulières	6
2.2 - Pièces générales	7
Article 3 : Conditions d'exécutions de l'accord-cadre	7
Article 4 : Bons de commande	8
4.1 - Accord-cadre à bons de commande	8
4.2 - Exclusion de prestation – déficit du titulaire	8
4.3 - Formalisme de commandes	9
4.4 - Achat sur catalogue auprès du titulaire	9
4.5 - Habilitation des commandes	9
Article 5 : Conditions financières	10
5.1 - Contenu des prix	10
5.2 - Forme des prix	10
5.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée	10



Laboratoire public
Conseil, Expertise et Analyse en Bretagne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 6 : Modalités de règlement	11
6.1 - Présentation des demandes de paiements.....	11
6.2 - Support de facturation.....	11
6.3 - Mode de règlement	12
6.4 - Pénalités	12
6.5 - Périodicité de facturation	12
6.6 - Pénalités	12
Article 7 : Avance	13
Article 8 : Assurances	13
Article 9 : Résiliation du marché	13
Article 10 : Modification des accords-cadres en cours d'exécution.....	14
Article 11 : Dérogations au C.C.A.G.....	14



Laboratoire public
Conseil, Expertise et Analyse en Bretagne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Cet accord-cadre a pour objet l'exécution de prestations de nettoyage des locaux du GIP LABOCEA.

1.2 - Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 25, 67, 68, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 - Seuil de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de minimum, ni de maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

1.4 - Décomposition de l'accord-cadre

1.4.1 - Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4.2 - Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

1.4.3 - Lots

Ce marché est décomposé en 3 parties et 19 lots :

1^{ère} partie : **Offre de base 1**

- Lot 1 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de PLOUFRAGAN ;
- Lot 2 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de QUIMPER – site principal ;
- Lot 3 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de QUIMPER – site ADRIA ;
- Lot 4 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de BREST – site principal ;
- Lot 5 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de BREST – site de Biotech ;
- Lot 6 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de FOUGERES ;
- Lot 7 : Prestation de bio-nettoyage des locaux de COMBOURG ;

2^{ème} partie : **Offre de base 2**

- Lot 8 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de PLOUFRAGAN ;
- Lot 9 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de QUIMPER – site principal ;
- Lot 10 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de QUIMPER – site ADRIA ;
- Lot 11 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de BREST – site principal ;
- Lot 12 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de BREST – site de Biotech ;
- Lot 13 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de FOUGERES ;
- Lot 14 : Prestation de nettoyage vitrerie des locaux de COMBOURG ;

3^{ème} partie : **Prestations Supplémentaires Eventuelles (Options)**

- Lot 15 : Prestation de nettoyage des abords extérieurs des locaux de PLOUFRAGAN ;
- Lot 16 : Prestation de nettoyage des abords extérieurs des locaux de QUIMPER – site principal ;
- Lot 17 : Prestation de nettoyage des abords extérieurs des locaux de BREST – site principal ;
- Lot 18 : Prestation de nettoyage des abords extérieurs des locaux de FOUGERES ;
- Lot 19 : Prestation de nettoyage des abords extérieurs des locaux de COMBOURG.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter du **23 octobre 2017** reconductible tacitement trois fois, par période de 12 mois, sauf mention contraire ou commande particulière préalable spécifiée lors de la notification de l'accord-cadre.

Le GIP LABOCEA se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre concernant un ou plusieurs lots. Dans ce cas, l'entreprise en sera informée par écrit 2 mois avant l'échéance de la date anniversaire de la reconduction.

La durée totale de cet accord-cadre ne pourra excéder une durée maximale de quatre ans.

Les délais d'exécution seront précisés sur les bons de commande.

A compter de la date de notification, le titulaire devra s'assurer de la bonne mise en œuvre des prestations qui devront impérativement être effectives 23/10/2017.

En cas de modifications de périmètre (ajout ou suppression de pièces), non identifiées lors de la rédaction du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur avertira le titulaire pour qu'il intègre ces modifications à la mise en œuvre des prestations au 23/10/2017.

Le soumissionnaire devra préciser dans son offre, la date limite de notification de l'accord-cadre pour assurer la mise en œuvre opérationnelle au 23/10/2017.

Si le pouvoir adjudicateur décide de dénoncer l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette dénonciation.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG – FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1),
- L'annexe financière (BPU/DQE),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- L'offre technique du titulaire,
- Les bons de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre.

2.2 - Pièces générales

Les textes applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres, soit :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrête du 19 janvier 2009,
- Les normes en vigueur se rapportant aux prestations faisant l'objet du marché et notamment celles qui figurent dans le CCTP,
- L'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Ces documents généraux étant réputés connus par les entreprises, ils ne seront pas matériellement joints au dossier de consultation des entreprises.

Article 3 : Conditions d'exécutions de l'accord-cadre

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du contrat).

Le titulaire de l'accord-cadre aura vérifié lors de sa candidature que le Cahier des Clauses Techniques Particulières ne comporte pas d'erreurs ou des omissions qui pourraient conduire à la réalisation incorrecte ou incomplète des prestations demandées. En conséquence aucun supplément ne sera accordé pour des prestations qui apparaîtront nécessaires au cours de l'exécution du marché.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure des besoins des services. Chaque prestation en plus ou en moins, fera l'objet d'un bon de commande établi par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de ses besoins.

Toute suppression de prestations fera l'objet d'un courrier, d'un courrier électronique. Les délais de mise en œuvre courent à compter de la réception par le titulaire.



Laboratoire public
Conseil, Expertise et Analyse en Bretagne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 4 : Bons de commande

4.1 - Accord-cadre à bons de commande

En application de l'article 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'accord-cadre est à bons de commande mais devant l'imprévisibilité des nouveaux besoins, il n'est pas prévu de minimum ni de maximum d'engagement de dépenses.

Les bons de commande ou les devis émis au titre de l'article 80, pour les prestations complémentaires voire imprévisibles en rapport avec l'objet du présent accord-cadre mais non explicitement énumérées au CCTP, pourront être transmis au titulaire par courriel émanant du service commande publique.

Ces engagements matérialisés par des bons de commande ont **une durée de validité maximale égale à la période restant à courir jusqu'à la fin du marché.**

Chaque bon de commande précisera les conditions tarifaires en lien avec l'annexe financière ou d'un devis complémentaire.

4.2 - Exclusion de prestation – déficit du titulaire

Si le titulaire n'est pas en mesure d'apporter une solution alternative à un cas particulier (exemple : nettoyage d'une salle d'autopsie, changement d'horaire d'intervention), le GIP LABOCEA se réserve le droit de commander la prestation auprès d'un autre prestataire sans que le titulaire n'invoque l'exclusivité de commande.

4.3 - Formalisme de commandes

Chaque bon de commande émis au fur et à mesure aura le formalisme suivant :

- Numéro de l'accord-cadre ;
- Numéro de la commande ;
- Nom et adresse du site objet de la commande ;
- Détail de la prestation souhaitée ou de la fourniture ;
- Coût unitaire indiqué sur l'annexe financière ou devis complémentaire ;
- Nom et adresse du site de facturation ;
- Nom et prénom de la personne référente sur le dossier.

4.4 - Achat sur catalogue auprès du titulaire

Les besoins de prestations de nettoyage pouvant évoluer pendant la durée totale l'accord-cadre, le GIP LABOCEA pourra être amené à acheter des produits ou services n'étant pas nommément cités aux CCTP (exemple : fourniture de produits tels que essuie-mains, torchons, désodorisants...).

Dans ce cas, et dès lors que les prestations nécessaires à la satisfaction du besoin du GIP LABOCEA seront identifiées, l'achat sera réalisé sur la base du catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle avec application de la remise minimale proposée dans l'offre.

4.5 - Habilitation des commandes

Outre le service de la commande publique, gestionnaire du présent marché, seuls les coordinateurs de site sont identifiés au moment de la consultation pour émettre des commandes.

Suivant l'évolution et l'organisation de la structure, d'autres agents pourront être habilités à émettre des commandes durant la vie de l'accord-cadre. Le GIP LABOCEA en informera le titulaire dès l'identification du nouveau besoin. Le titulaire devra comme indiqué à l'article 5 du présent CCAP établir une facturation distincte.

Article 5 : Conditions financières

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires figurant sur l'annexe financière (BPU/DQE).

Sur la durée de l'accord-cadre, pour les prestations ne figurant pas à l'annexe financière (BPU/DQE), le catalogue des prix publics servira de référence à la prestation avec application du taux minimal de remise proposé par le soumissionnaire dans son offre financière exhaustive.

5.1 - Contenu des prix

L'accord-cadre est à prix unitaires établis en euros.

Les prix sont réputés complets et couvrent notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- Les frais de déplacement sur site, y compris le matériel ;
- Toutes les sujétions d'exécution liées aux caractéristiques des sites ;
- Toutes les sujétions mentionnées au CCTP.

5.2 - Forme des prix

Les prix spécifiques au GIP LABOCEA sont fermes pour toute la période d'exécution du marché qui débutera dès la notification au titulaire retenu.

5.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les prix sont des prix établis hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur sur le territoire national au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 6 : Modalités de règlement

6.1 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et du bon de commande ;
- l'objet de la facture et le détail de la prestation fournie ;
- le montant hors taxe du service ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises ;
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir sur le site concerné.

6.2 - Support de facturation

Le support de facturation est constitué de documents papiers et si possible de supports électroniques, ceux-ci devant reprendre exactement les mêmes données de facturation et être totalement identiques.

Le titulaire s'engage sur l'exactitude du montant facturé ainsi que sur la lisibilité des factures.

La facture indique la date du premier jour du mois et la date du dernier jour du mois objet de la facture.

6.3 - Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront mandatées (mandat administratif) dans les délais prévus par décret et le GIP LABOCEA s'engage à se conformer au délai global de paiement (DGP).

Le délai légal de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, accompagnée des justificatifs.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité le versement d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6.4 - Pénalités

Concernant les pénalités journalières, seules les stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G-F.C.S. s'appliquent.

6.5 - Périodicité de facturation

Les factures seront émises mensuellement. La facturation sera à terme échu pour les prestations. A l'issue du marché, il est procédé à un arrêté des comptes.

6.6 - Pénalités

Concernant les pénalités journalières, seules les stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G-F.C.S. s'appliquent.

Article 7 : Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 8 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 9 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du C.C.A.G. – F.C.S.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le marché sera résilié aux torts du titulaire. Aucune indemnité ne sera alors versée à ce

dernier. Le Pouvoir Adjudicateur pourra faire appel à un autre prestataire dans le cadre de l'article 36 du C.C.A.G. – F.C.S.

Sauf ordre de service rédigé conformément aux dispositions de l'article du présent C.C.A.P., la fin du marché entraîne de fait l'extinction des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra obtenir du Pouvoir Adjudicateur aucune pénalité d'aucune sorte. Les modalités liées à la fin du marché applicables sont celles définies par le présent C.C.A.P. et par le C.C.A.G. – F.C.S.

Article 10 : Modification des accords-cadres en cours d'exécution

Conformément aux articles 139 et 140 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le Pouvoir Adjudicateur peut modifier le contrat initial en cours d'exécution. Les modifications envisagées ne doivent pas, dans tous les cas, altérer la nature globale du marché.

Conformément à l'article 30.4 du Décret n° 2016-360, des marchés complémentaires pourront éventuellement être négociés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Article 11 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- * L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services.
- * Les articles 4 et 5 dérogent à l'article 13 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services.
- * L'article 6 déroge aux articles 22, 23 et 24 du C.C.A.G-Fournitures courantes et services.